



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 11 FEVRIER 1984

N° 240

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

**APRES LES ATTENTATS DU 4.2.
LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS
INTERET A LAISSER QUI QUE CE
SOIT DECIDER A LEUR PLACE.**

Notre peuple est un peuple opprimé, asservi depuis des siècles. Certes les luttes ouvrières des années passées ont permis aux travailleurs de remporter un certain nombre d'avantages sociaux. Cependant, la population reste une population sous domination. L'impérialisme français qui la met en tutelle ne lui donne pas la possibilité de décider elle-même de son avenir et lui impose un système économique, social, politique qui est le sien, c'est à dire celui de la bourgeoisie capitaliste française.

Ceux qui ont posé les bombes dans la nuit du 3 février affirment souffrir de cette situation et ne plus pouvoir la supporter. Ils sont impatients et veulent en finir avec la domination coloniale quoi qu'il en coûte. Alors ils imposent à la population toute entière le choix que eux, ont fait. Il ne s'agit pas pour eux ni de s'informer, ni de demander aux travailleurs leur avis. Mais de les mettre devant le fait accompli, car ils pensent sans doute que compter sur le peuple guadeloupéen pour se libérer de la tutelle coloniale est peine perdue.

Ce genre d'arguments est peu ou prou celui qu'ont tenu et que tiennent tous les nationalistes pour qui la création d'un état compte plus que les véritables intérêts des plus pauvres. Car l'intérêt des travailleurs et des pauvres, lui, n'est pas dans cette politique mais dans la lutte contre les capitalistes jusqu'à la révolution qui fera disparaître ces derniers en tant que classe dominante.

Une telle chose ne peut se faire que par la lutte des masses, violente s'il le faut (et il le faudra sûrement), mais une lutte consciente et décidée et organisée par les travailleurs eux-mêmes.

Une telle perspective suppose donc forcément que ce ne soit pas un petit groupe qui, du dehors, impose ses vues à coups de bombes à l'ensemble de la population.

Une telle pratique n'est ni plus ni moins que du mépris à l'égard des travailleurs. Surtout quand elle risque de blesser ou tuer n'importe quel membre de la population où qu'elle risque de mettre au chômage plusieurs dizaines d'entre eux. Une fraction de la population a le sentiment que les bombes la visent aussi. Et, en réalité, cela n'est pas faux. Si ceux qui posent les bombes se souciaient de l'opinion des travailleurs ils ne leur auraient pas fait prendre de tels risques.

Alors les travailleurs doivent-ils pour autant se contenter uniquement de protester? Non, ils ont plutôt intérêt à tirer la conclusion que la politique, ils doivent en faire aussi leur affaire et ne pas la laisser tout le temps à d'autres, aux médecins, aux avocats, aux professeurs, à tous les petits bourgeois qui parlent en leur nom. Car si certains en arrivent à être désespérés ou excédés par la situation qu'ils subissent au point de mettre aveuglément des bombes, c'est peut être parce que nous travailleurs, nous ne prenons pas assez les choses en main. Bien souvent nous luttons dans nos entreprises, mais bien souvent aussi nous acceptons trop facilement

Suite page 3

ATTENTATS

L'HYPOCRISIE DE LA DROITE ET LA RESPONSABILITE DE LA GAUCHE !



Les employés de K-DIS devant leur magasin détruit : Ne pas accepter que d'autres décident à leur place.

Les derniers attentats du 3 au 4 février dernier, suscitent encore beaucoup de réactions.

Il faut dire que dans la population, c'est à une désapprobation générale de ces attentats que nous assistons depuis plusieurs jours. Les

travailleurs ne comprennent pas, et avec juste raison, qu'on s'en prenne à leurs lieux de travail, à leur emploi et qu'on leur fasse prendre des risques, mettant leur vie en péril.

Alors, la droite tente d'utiliser à fond ces sentiments pour partir en guerre contre les

mouvements d'extrême gauche, les indépendantistes, contre les anti-colonialistes, contre le parti communiste lui-même, et bien entendu, ceux qui ont posé les bombes lui fournissent une belle occasion !

Alors, comme d'habitude Michaux Chevry y est allée de ses télégrammes envoyés au gouvernement, au chef des pompiers, et des protestations hypocrites contre la violence. On a entendu aussi Bernier, le maire de St-François. Ensuite ce fut le tour de l'extrême droite avec la lettre du «commando pour la Guadeloupe tranquille et paisible» qui menace de représailles les militants des organisations d'extrême gauche. Il y a aussi un comité contre le terrorisme qui s'est constitué, au grand jour celui-là et qui organise le vendredi 10 une manifestation sur la place de la victoire.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas quelle sera l'importance de cette manifestation mais d'ores et déjà on peut dire qu'on ne serait pas étonné d'y trouver à nouveau ce que la Guadeloupe compte de gens de droite et d'extrême droite : les Michaux Chevry, Moustache, Bernier, Viviès, Adélaïde et autres Edouard Boulogne... L'occasion est trop belle pour eux de se présenter en défenseurs de l'ordre, de la tranquillité et de la «sécurité» des Guadeloupéens.

Mais cette droite là, ces bien pensants, ces dévots sont bien mal placés pour donner des leçons de paix sociale... Car la paix ils la

Suite page 2

MARTINIQUE

PARTICIPONS A LA GREVE LE 17 FEVRIER

La CGTM a décidé d'appeler les travailleurs de Martinique à une semaine d'action qui se terminera par une «grève générale» le vendredi 17 février.

La plate-forme proposée par la CGTM regroupe de nombreuses revendications de types très divers : cela va de la réforme agraire et de l'ouverture de grands travaux pour résorber le chômage, jusqu'à de meilleurs services pour les handicapés, en passant par la lutte contre les licenciements et le maintien du pouvoir d'achat.

Si les revendications sont nombreuses, elles sont aussi vagues : nulle part on ne chiffre les augmentations de salaire à réclamer, le nombre d'emplois à créer, ces imprécisions ne peuvent que nuire au mouvement revendicatif, puisque pour ceux qui voudraient participer à l'action, il n'y a aucun objectif précis, aucun but concret sur lequel avec ce mouvement on pourrait faire céder les patrons ou le gouvernement.

Cependant les raisons de montrer son mécontentement sont nombreuses :

- il y a tout d'abord les hausses des prix qui ont frappé de plein fouet notre niveau de vie.

- ensuite le coup de massue des impôts de la fin d'année 1983.

A côté de cela, il y a la continuation d'une politique opposée à nos intérêts.

- un chômage qui s'accroît, avec les refus d'embauche dans les services publics et les licenciements de plus en plus nombreux dans le bâtiment notamment.

- les cadeaux aux capitalistes qui empoignent l'argent que le gouvernement leur donne sans qu'ils créent des emplois.

Il est, pour nous travailleurs juste de protester contre cela, d'autant plus que depuis la venue de la gauche au gouvernement, la CGTM n'avait jamais organisé de mouvement.

Et tel qu'il est organisé par la CGTM le mouvement du 17 février a toutes les chances de rester sans lendemain. Car il apparaît plutôt comme un geste destiné à se montrer un peu plus combatif face à ses concurrents plutôt que d'engager une lutte sérieuse et véritable contre les attaques du gouvernement et des patrons.

En participant à la semaine d'action et à la grève le 17 février, nous dirons notre refus de faire les frais de la situation actuelle, notre refus d'être ceux que l'état et les patrons continuent à pressurer, alors que les capitalistes font de belles affaires, eux.

Bien entendu, il ne faut pas attendre de ce simple mouvement de grève, organisé par la CGTM toute seule un changement de notre situation.

Obtenir ne serait-ce que des augmenta-

tions de salaires à un moment où l'état limite les augmentations à un maximum de 5% - cela nécessite un combat bien plus profond, bien plus organisé qu'une grève d'une journée.

Et les objectifs définis par la CGTM : réforme agraire ou développement de la pêche, par exemple, posent des problèmes bien plus larges que ceux d'améliorer notre sort : il s'agit là d'objectifs politiques qui nécessitent la prise en main des affaires par toute la population laborieuse.

C'est dire qu'on ne pourra donc y arriver le vendredi 17 février.

Par contre, nous pouvons dire à l'administration coloniale et aux patrons que nous en avons assez de la situation actuelle. Nous pouvons faire connaître nos sentiments aux exploiters et à leurs agents.

Nous pouvons faire aussi du 17 février un pas, dans notre refus d'accepter la crise économique actuelle.

Gouvernement et patronat ont mis à profit notre passivité et surtout notre isolement pour réduire notre niveau de vie, licencier et imposer des conditions de travail plus difficiles, notamment dans les services publics, comme la santé, l'EDF.

Si nous participons nombreux au mouvement du 17 février, cela pourra signifier notre volonté de ne pas rester passifs dans la situation actuelle.

ATTENTATS

L'HYPOCRISIE DE LA DROITE ET LA RESPONSABILITE DE LA GAUCHE !

Suite de la page 1

défendent uniquement dans un seul sens, uniquement lorsque ce sont des mouvements ou partis de gauche ou d'extrême gauche qui sont mis en cause. Mais ces mêmes gens ont-ils protesté lorsque le jeune du Gosier a été emmené de force par les policiers français et roué de coups. Et ceux qui crient à la mise au chômage de 140 travailleurs de K-DIS, ont-ils protesté contre celle de centaines de travailleurs du bâtiment, contre celle de 59 travailleurs de SOPICO, contre la mise en liquidation par Pravaz de la SEAD et de la SOPOM ? ont-ils protesté avec autant de vigueur contre la fermeture des usines à sucre ces dernières années ? Fermetures qui ont causé la mise au chômage de milliers de travailleurs ? Ont-ils jamais organisé une manifestation contre la menace de fermeture des usines en place ?

C'est pour cette raison que les travailleurs même s'ils ont raison de protester contre les attentats aveugles qui mettent leur vie en péril n'ont pas intérêt à faire chorus avec ce monde là car c'est le monde hypocrite des exploiters de leurs propres exploités. Protester contre la destruction de leur lieu de travail, ce qui menace leur emploi, n'implique pas forcément que l'on s'associe à De Reynal ou aux patrons du Méridien qui sont de riches exploités. Quant à la gauche officielle, elle n'est pas sans responsabilité dans la situation actuelle.

Si des gens, militants anti-colonialistes ou autres en arrivent à commettre de tels actes irréfléchis et dangereux pour les travailleurs, c'est aussi parce que ceux qui prétendent défendre les intérêts du peuple, les grands partis de gauche, ne donnent aucune perspective, ni aux travailleurs ni aux jeunes. La gauche officielle porte une part importante de responsabilité dans ce qui arrive aujourd'hui. Le Parti communiste Guadeloupéen, par sa passivité, face à la dégradation de la situation du pays, a permis qu'une fraction de la jeunesse de ce pays qui en a tellement assez d'être méprisée, se sente aujourd'hui quelque peu désespérée et cherche une voie dans le Terrorisme.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France avec le soutien des partis communistes n'a rien changé pour nos pays. Tout comme pendant les gouvernements de droite, le mépris colonial s'exprime par tous les pores du tissu social du pays. C'est un pouvoir blanc qui est aux postes de commande sur une population noire. La population le ressent comme une atteinte à sa dignité.

Les années passent, le racisme officiel demeure et se renforce, l'émigration vers la France demeure, les postes de commande restent en majorité aux blancs, le chômage est toujours aussi important pendant que békés et autres capitalistes continuent de faire des affaires juteuses : les partis de gauche poursuivent leur même politique aussi mièvre, sans chercher à porter la lutte à un niveau plus combatif. Alors d'autres cherchent forcément d'autres voies parce qu'ils croient ainsi aller plus loin et plus vite....

De plus en désertant trop souvent le terrain des luttes en refusant de tenir assez compte des problèmes de dignité d'une fraction de la population, les partis de gauche permettent à la droite des Michaux Chevy et autres d'apparaître comme un pôle éventuel pour une fraction plus ou moins importante de la population.

Comment un pouvoir de gauche à participation socialiste et communiste, pourrait-il convaincre ceux qui veulent vraiment que cela change de la justesse de sa politique lorsqu'il envoie des milliers d'hommes armés, des jaguar, des engins de mort au Tchad et au Liban pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme.

Quand de jeunes antillais enrôlés dans l'armée car ils ne trouvaient pas de travail chez eux y vont trouver la mort ? Comment garder confiance en des gens qui permettent les licenciements en masse ? Et octroient des milliards de subventions aux capitalistes ?

Les travailleurs qui condamnent les attentats et qui ont raison car cela se fait contre leurs intérêts ont donc intérêt à se poser toutes ces questions, sur l'hypocrisie de la droite d'une part et sur la responsabilité de la gauche d'autre part.

Il y a une autre politique à mener celle des travailleurs et cette politique là c'est à eux de la mener. Eux qui se battent souvent dans leurs entreprises, comme ceux du bâtiment en ce moment ou ceux des grands magasins peuvent puiser en leur sein les ressources nécessaires à la lutte qui les débarrassera du mépris colonial et de l'exploitation capitaliste.

PIERRE JEAN CHRISTOPHE

LES ATTENTATS DE LA NUIT DU 4 FEVRIER

Dans la nuit de vendredi 3 à samedi 4, plusieurs bombes ont explosé en Guadeloupe. L'une d'elle était placée dans l'une des chambres de l'hôtel Méridien à Saint-François l'autre à l'intérieur des Ets K-DIS Raizet. D'autres placées sous une voiture d'un directeur de Antilles Automobile, devant les locaux de France-Antilles et dans une chambre d'un autre hôtel de la Pointe de la Verdure à Gosier n'auraient pas eu le temps d'exploser, d'après la presse officielle.

Les dégâts causés par ces explosions ont été spectaculaires et important s.

Le magasin K-DIS Raizet en particulier est resté pendant plusieurs heures la proie des flammes et la salle des ventes était complètement carbonisée. A l'hôtel Méridien, les dégâts étaient conséquents aussi.

LES PATRONS FACE AUX ATTENTATS.

Ce sont eux qui ont crié le plus fort.

Le CRPG s'est adressé au président de la république condamnant les attentats et appelant le gouvernement qui, d'après lui, avait libéré en mai 1981 des présumés-terroristes, à prendre ses responsabilités pour protéger les biens et les personnes, ils lui ont demandé également de les tenir informés.

Cette intervention tapageuse des patrons, soi-disant au nom des intérêts de l'économie de la Guadeloupe, au moment même où ils cautionnent plusieurs centaines de licenciements dans le bâtiment, est grotesque.

Comme quoi, la défense de l'économie de la Guadeloupe est loin d'être synonyme de défense des intérêts des travailleurs.

Il est vrai qu'il s'agissait plus pour messieurs les patrons de faire entendre leur voix pour négocier des dédommagements intéressants, au mieux de leurs intérêts.

Editorial des bulletins d'entreprise samedi 4. 2.84

CEUX QUI POSENT LES BOMBES NE TIENNENT PAS COMPTE DES INTERETS DES TRAVAILLEURS.

Bien que les derniers attentats, ceux de la nuit du 3 au 4 février n'aient pas été revendiqués la population les attribue aux «indépendantistes». Cela n'a rien d'étonnant puisque c'est un groupe nationaliste qui a revendiqué plusieurs séries d'attentats précédents.

Les sentiments qui prévalent au sein de la population laborieuse sont l'incompréhension et la désapprobation...

En faisant brûler à la bombe le supermarché K-DIS Raizet, ceux qui ont agi, ont décidé de supprimer le lieu de travail de plusieurs dizaines de travailleurs.

Ils ont peut-être voulu s'en prendre aux capitalistes du commerce, au riche exploitateur De Reynal, mais ils ont atteint aussi les travailleurs de cette entreprise qui ont été choqués en venant travailler le matin de voir cendres et fumée là où ils travaillaient d'habitude.

Oh, ce n'est pas que les travailleurs de K-DIS ont de la peine pour De Reynal. Combien d'entre eux n'ont pas rêvé un jour, comme tout travailleur, de «tout casser» de «tout briser», un jour où ils en avaient par dessus la tête.

Parce que l'exploitation, la répression patronale, le racisme des patrons blancs, le colonialisme, eh bien c'est tous les jours que les travailleurs le vivent. De même ceux des hôtels combien d'entre eux n'ont pas pensé excédés, à laisser exploser leur colère, un jour.

Et c'est cela que les travailleurs expriment souvent en faisant des grèves, parfois dures.

Ce fut précisément le cas des travailleurs du commerce et des hôtels plusieurs fois. Particulièrement à K-DIS Raizet et au Meridien, les travailleurs ont déjà mené des luttes importantes. Et ceux de K-DIS se préparaient à entrer en grève pour obtenir des augmentations de salaire, après ceux de la SOFROI...Alors, quand ceux qui posent les bombes semblent

dire aux travailleurs : «Vous ne nous battez pas», «nous allons le faire à votre place» en mettant une bombe, cela aboutit à mépriser tout simplement les travailleurs.

De plus, ces derniers désapprouvent les attentats car ils ont le sentiment qu'ils se font contre eux.

Et comment pourrait-il en être autrement quand ce sont eux à qui l'on fait prendre les plus gros risques, puisque ce sont eux qui risquent d'être blessés ou tués : la femme de ménage, le garçon de course, les employés, les passants, avant tout autre. Ce sont eux qui risquent aussi de perdre leur emploi.

Des risques, oui, nous travailleurs en prenons et nous devons en prendre peut-être de plus grands lorsque nous déclencherons des luttes acharnées contre les capitalistes. Mais, nous le déciderons ensemble et nous nous organiserons pour cela.

Ces luttes là sont nécessaires et c'est à nous de les prendre à bras le corps, à fond, car les capitalistes ne nous laisseront pas beaucoup de temps avant de nous purger encore plus. Les attaques patronales se multiplient et nous devons nous préparer à y riposter avec la plus grande vigueur.

Quant aux déclarations des patrons, du préfet et de tous ces gens hypocrites qui aident les patrons à nous casser les reins à longueur d'année, nous n'avons aucun intérêt à nous y associer.

Car ceux qui soutiennent l'envoi de milliers de militaires au Liban et au Tchad et le préfet Miguet qui a mis des moyens à la disposition de ceux qui allaient organiser l'invasion de Grenade et bombarder les populations civiles sont bien mal placés pour verser des larmes de crocodile sur ceux qui ont été blessés par les bombes.

MARTINIQUE

CONFERENCE DE PRESSE DE LA CSTM : LE ROLE DES MILICES PATRONALES MIS EN EVIDENCE

A l'issue de la libération de Marc Pulvar, la CSTM a tenu une conférence de presse le vendredi 3 février à la Maison des Syndicats. L'un des points essentiels de cette conférence de presse a été la dénonciation concrète des milices patronales.

Daniel Marie Sainte secrétaire général de la CSTM a ainsi donné les précisions suivantes :

Les membres de la milice ont reconnu être payés pour accomplir leur sale boulot. Le salaire comprendrait deux parties. Une somme mensuelle de 500 F (une indemnité d'astreinte, en quelque sorte) plus 2500 F par jour lors de l'intervention en cas de «trouble».

Ensuite le fait que les mêmes hommes se soient retrouvés régulièrement aux mêmes endroits. L'exemple de José Rosine est édifiant : il était à Bochet en Août membre du commando payé par Hayot pour terroriser les habitants. Il était plus tard à Pomprières, au

mois d'Août toujours pour expulser les grévistes. Il était à De Laguarrigue.

Le chef ou l'un des chefs du commando serait Arthur Jacques-Philippe, surnommé Paul Pita ou encore Paul l'Anglais. Il avait déjà été dénoncé par «Asé Pléré» comme le chef des assaillants de Bochet. Les gendarmes l'avaient même interpellé à cette époque alors qu'il tenait un fusil !

Parmi les membres du commando, Le-doux, bien sûr, individu connu des services de police et blessé par Pulvar, au moment où il s'apprêtait à le frapper de son couteau.

Autres membres, José Burlet dit Guép-là, arrêté avec Rosine, dit Chabin, pour proxénétisme et rançonnement de prostituées il y a environ 3 semaines. Il semble que Rosine n'ait pas trop moi en prison puisqu'il serait déjà libre, libre d'aller piéter son concours à 2500 F par jour aux Hayot et Beaudoin Lafosse-Marin !

A tout cela, ils joignent bien entendu la

qualité d'indicateurs de police : pour avoir des renseignements, il suffirait aux flics de faire un tour près du monument aux morts de la Savane où ils jouent aux dés à la sauvette - c'est le quartier général de ces messieurs - d'en embarquer quelques-uns. Ils ne se font pas prier alors pour dénoncer leurs compères.

Repris de justice, proxénètes, amateurs de jeu, indicateurs de police, voilà les «honnêtes gardiens» auxquels ont recours Les Pompières, les Yves Hayot.

Une démonstration de plus que la société capitaliste est pourrie, et que la pourriture commence par le sommet.

Par ailleurs, la CSTM a annoncé que le Procureur Général aurait l'intention de déférer Pulvar devant les Assises, fait jamais vu pour une simple blessure sans gravité ! Il convient donc de se tenir prêt à assurer un soutien sans faille à Pulvar.

MARTINIQUE

DECLARATION DE COMBAT OUVRIER AU POINT DE VUE DE LA PRESSE REGIONALE (3 FEVRIER 1984)

L'administration en Martinique a décidé de partir en guerre contre la vie chère. C'est du moins ce que dit la Préfecture qui constate que la hausse des prix officielle - 10,3 % par an en 1982 et 1983 - est bien supérieure aux 8 % escomptés pour l'an passé. Comme le gouvernement a fixé comme barre à la hausse des prix le chiffre de 5 %, ses représentants ici sont en train de prendre des dispositions de manière à contrôler les prix.

Mais qui va-t-on contrôler ? Au-delà du bavardage général, les seuls désignés nommément sont les marchands de fruits et légumes locaux, dont on assure que les manquements seront réprimés sévèrement.

Voilà donc les responsables ; la revendeur sur le marché qui aura ajouté 1 F ou 2 F sur le kilo de tomates ou sur le kilo de mandarines.

Et la population ressent cette proposition de l'administration comme une farce ! Car nous savons tous que ceux qui jouent un rôle déterminant dans l'inflation, c'est les

propriétaires des magasins de gros et des grandes surfaces.

Mais on se garde bien d'attaquer ces gros capitalistes au point le plus sensible : à leur coffre-fort !

- Contrôler les profits réels des gros capitalistes de la vente de gros et de détail.

- Enquêter sur les bénéfices réels qu'ils font à tous les stades, depuis le commerce de gros jusqu'au détaillant,

- Eplucher les comptes qui assurent de coquets bénéfices aux détenteurs du capital.

Ca, c'est possible ! Il est possible de faire rendre gorge à tous ceux qui organisent l'inflation, et se tirent toujours d'affaire, qu'il y ait contrôle des prix ou pas.

Mais compter sur ce gouvernement là pour agir en faveur des salariés, c'est impossible : l'administration est respectueuse de la propriété privée, elle est liée par mille liens étroits au monde des capitalistes, qui ont mille moyens de se soustraire à tous les contrôles possibles et imaginables.

Alors, allons-nous compter sur ceux qui ne voient de solution à l'inflation que dans la multiplication des tracasseries envers les petits commerçants ?

Non ! Si nous ne voulons pas faire les frais de l'inflation, il convient d'abord de nous battre pour des augmentations de salaires substantielles.

1983 a vu une baisse de nos revenus réels, étant donnée que l'augmentation prévue par le gouvernement était de 8 % et que la hausse des prix a été de 10,8 %.

En 1984, le pari des 5 % a toutes les chances de ne pas être tenu. Allons-nous tolérer pour la seconde année consécutive que notre niveau de vie diminue ?

Il dépend de nous de nous battre pour ne pas être une fois de plus les dindons de la farce qui se joue en ce moment sous l'affiche de la lutte contre l'inflation.

MARTINIQUE : ARTHUR REGIS : DES DENONCIATIONS VERBALES DU PASSE A LA SOUMISSION TOTALE AUJOURD'HUI AUX INTERETS CAPITALITES.

Ancien conseiller général du 4ème canton de Fort-de-France, ancien directeur de publication du «Progressiste», ancien membre du Comité National du PPM, Arthur Régis avait démissionné brutalement du Conseil Général de 1980 pour dénoncer le fait que cette assemblée n'avait aucun pouvoir et pour dénoncer l'envahissement de la Martinique par les blancs.

Blamé par la direction du PPM, mis au «Purgatoire», selon une expression de Camille Darsières, Régis est rentré dans le rang. Telle-ment dans le rang qu'il ne rate pas une occasion pour renier ses prises de position du passé et apparaître comme un défenseur zélé et convaincu de la politique du moratoire. Ses déclara-

tions à France-Antilles du vendredi 3 juillet constituent un modèle du genre.

A la question «le Conseil Général est-il sur la bonne voie», Régis répond fièrement «oui» et répandant les illusions selon lesquelles, s'il n'y a pas plus de résultats concrets c'est que «ses attributions ne sont pas définitivement connues». Mais la voie est bonne parce que le conseil général discute avec les socio-professionnels, les syndicats.

Régis ne se rend même pas compte qu'il adore ce qu'il brûlait il y a 4 ans, à savoir l'existence d'une assemblée qui bavarde, mais qui n'a aucun pouvoir.

Régis en profite pour défendre l'idée que le PPM au contraire de 1979 devrait participer aux élections européennes sous le motif que «l'Europe doit nous apporter une plus grande collaboration».

Régis ignore-t-il que la collaboration de l'Europe à la Martinique est avant tout une collaboration des grands capitalistes internationaux laissant des miettes aux capitalistes locaux ? Les travailleurs ont-ils quelque chose à attendre de la réalisation de l'Europe capitaliste ? C'est là la question essentielle et Régis évite d'y répondre.

Mais cet oubli n'est pas fortuit. Régis dit

lui-même : «l'accusation de collaboration de classe est un vieux cliché poussiéreux que l'on ressort de temps en temps». Et de prendre la défense des patrons qui «ont des problèmes» ! Et la solution selon Régis : «les élus ont à mes yeux un rôle d'arbitre et de conciliateur», entre bien sûr les ouvriers et les patrons. Le rôle de l' élu est de «dire en toute franchise aux salariés jusqu'où ils peuvent aller sans mettre en faillite l'entreprise».

Effectivement, Régis a bien raison, ce n'est pas là de la collaboration de classe. C'est se mettre totalement au service de la classe capitaliste, lui donner des conseils.

JACQUES BRUEL

ÉCHOS DES ENTREPRISES

HOPITAL-GUADELOUPE STERILISATION : NOTRE SANTE, LES RESPONSABLES S'EN MO- QUENT.

En stérilisation, nous travaillons à long-ueur de journée dans la poussière.

Cela fait des années que nous réclamons une hotte aspirante. Mais les responsables font le sourde oreille.

Normalement, nous devrions bénéficier d'un certain nombre de bouteilles de lait à cause de la poussière.

Certains d'entre nous en ont réclamé, mais jusqu'à présent nous n'en bénéficions pas.

!! Il faudrait que nous nous occupions sérieusement de notre santé, en refusant de travailler dans de telles conditions, au risque de contracter des allergies.

REPRISE DU TRAVAIL A L'HOPITAL SAINTE-MARIE DE MARIE-GA- LANTE.

Les travailleurs de l'hôpital Sainte-Marie ont repris le travail après plus de deux semaines de grève.

Ils réclamaient le paiement de 3 mois de salaire pour les auxiliaires et de 2 mois pour les titulaires.

Le 26 janvier, ils décidèrent de rester dans le bureau du directeur jusqu'à ce qu'il contacte la DDASS.

La détermination des grévistes a porté ses fruits, puisque le 27 janvier une réunion du Conseil d'Administration de l'hôpital a été tenue à laquelle assistait le directeur de la DDASS. Des crédits exceptionnels ont été accordés, et, le personnel sera payé.

C'est une solution temporaire qui a été adoptée, mais c'est quand même une victoire pour les travailleurs.

En outre rien n'a été arrêté concernant la vétusté des bâtiments et les conditions de travail. La lutte n'est pas terminée.

BANANE-GUADELOUPE BUTTEL (Blondinière) : LA DIREC- TION PROFITE DE NOTRE DIVI- SION.

La semaine dernière, un de nos camarades affecté au «dépatage», a réclamé d'être payé 8H par jour au lieu de 6H. Revendication plus que justifiée quand on sait que les «transporteurs» et les emballeurs eux sont payés 8H par jour et des fois 12H ou 16h en fonction de leur rendement. Et le «dépatteur» qui lui se trouve au milieu de la chaîne ne gagne que 6H.

La réponse de la direction n'a pas tardé. Notre camarade a été affecté au transport des régimes de bananes et remplacé à son poste par un «transporteur». Ce qui a eu pour conséquences de déplacer le problème. Car le camarade transporteur mis à la place du camarade «dépatteur» n'a pas à son tour voulu travailler pour 6H par jour. Il a d'abord refusé. Tous les autres camarades ou presque ont arrêté le travail pour le soutenir. Mais finalement sous la pression de la direction, il a repris le travail.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. A chaque fois qu'un camarade fait des réclamations, la direction se contente de le déplacer et le remplace à son poste par un camarade moins combatif.

En fait, Buttel profite de notre division momentanée.

COMMERCE GUADELOUPE SOFROI : UNE SEMAINE DE GREVE MANOEUVRES MESQUINES DE DESPOINTES.

Pendant la grève, Despointes a tenté à plusieurs reprises de nous diviser, en faisant croire que nous empêchions ceux qui voulaient travailler de rentrer.

Ces mouvements n'ont pas pris. Et chaque jour jusqu'à la fin du mouvement, nous étions une majorité à discuter de notre grève et décider de sa poursuite.

Mercredi 25/1/84

Despointes avait convoqué les cadres et agents de maîtrise dans une réunion sans leur dire au juste de quoi ils s'agissait.

Tard dans la soirée il voulait entraîner une équipe de cadres à décharger un container. Mais nous étions restés dans le piquet la nuit encore plus nombreux que d'habitude, et suivions tous leurs faits et gestes.

A un moment Despointes nous a ressorti sa chanson «vous empêchez la liberté du travail» ? Nous ne pouvions qu'éclater de rire et lui faire part de notre étonnement de savoir que le travail des cadres était désormais de vider les containers, et après 18h30.

Bref après un bon moment dans la nuit, le directeur et ses cadres-manutentionnaires ont débarrassé les lieux, l'air plutôt penauds.

SOFROI : LA FIN DE LA GREVE, ON A GAGNE.

Après la tentative de Despointes de briser la grève de mercredi et devant notre détermination, le patron a dû changer de tactique.

Le jeudi 26, il est venu, flanqué des gros actionnaires de la société.

Despointes père, Christian Rimbaud, homme connu dans les anciens-Prisunics...entre autres.

Après plusieurs heures de discussion, ils ont fait part à nos délégués de leur dernière proposition, 13 % d'augmentation des salaires immédiatement et 1 % en juin, au lieu de 8 % du directeur.

Le compte n'était pas bon, mais l'ensemble des camarades ont pensé que c'était acceptable.

Nous avons obligé les Despointes à nous donner une (maigre) partie sur les profits qu'ils ont accumulés sur notre dos en 1983.

Contents aussi d'avoir lutté pendant une semaine au coude à coude, nous avons repris le travail la tête haute.

ETS REYNOIR : LES PATRONS VEU- LENT DONNER 5 % : LA COLERE MONTE PARMIS NOUS.

A la suite de la dernière réunion entre les patrons du commerce et les syndicats, l'ambiance de notre côté est plutôt au mécontentement, si ce n'est la colère.

D'après ces messieurs du patronat, il n'est pas question de donner plus de 5 % d'augmentation pour l'année 84 comme le demande le gouvernement.

Une deuxième réunion est prévue pour le mercredi 8 février. Mais d'ores et déjà, nous sommes très nombreux à penser que c'est inacceptable.

Déjà l'année dernière pour nous les augmentations n'ont été que de 8 % alors que la hausse officielle des prix a été de 11 %. Nous leur avons déjà fait un crédit de 3 % l'année dernière.

Cette année, beaucoup d'entre nous disent que cela ne se passera pas comme cela.

Et il n'est pas dit que ces patrons qui déclarent tous que cette année «ils ont fait leur chiffre normalement», ne nous trouvent nombreux un de ces jours pour exiger des salaires plus substantiels.

K-DIS RAIZET : LE MAGASIN A BRULE, NOUS NE DEVONS PAS PAYER LES POTS CASSES.

Maintenant que K-DIS Raizet a brûlé, nous devons tout faire pour que De Reynal ne licencie aucun d'entre nous. Lui, il n'a rien perdu car il est certainement assuré et sera dédommagé.

De plus, il ne faut pas oublier que K-DIS est une chaîne et est contrôlé par un groupe capitaliste puissant et qui a des ressources. Donc non seulement les capitalistes du commerce peuvent nous redonner du travail et vite mais ils peuvent encore continuer de nous payer. Ils peuvent et ils en ont les moyens !

D'ailleurs rappelons nous, au moment des événements de la Soufrière qui étaient plus graves que la bombe, les Ets Reynoir de Basse-Terre avaient réparti tous les employés dans les autres magasins.... Alors il faut croire qu'il est fort possible qu'aucun d'entre nous ne se retrouve au chômage.

GROSSE-MONTAGNE : COMPAGNIE CARAIBE : DES PRIVILEGES POUR LES BLANCS.

Les patrons de Grosse-Montagne poursuivent leur politique raciste et méprisante à notre égard.

A la Compagnie Caraïbe, l'embauche d'employés blancs continue. Les hommes employés n'hésitent pas à faire embaucher quelques mois ou semaines après leur femme. Ils sont au moins trois à avoir agi de la sorte. Ce qui fait 6 emplois qui en très peu de temps, nous ont échappé, à nous, employés noirs. Non seulement ils sont pris en priorité, mais

ils sont de loin mieux payés que nous. Ainsi l'une des dernières femmes embauchées est arrivée sans qualification.

La direction lui a fait faire un stage de comptabilité de quelques jours, ça a suffi pour qu'elle occupe un poste de comptabilité et soit payée 2 fois plus que nous. C'est là un fait notoire de racisme.

BNP: «SI LA BETE CRIE, C'EST QU'ELLE EST PIQUEE».

Lors de notre assemblée générale, le mercredi 1er février, un chef de service présent s'est fait particulièrement remarquer.

Il s'est trouvé vexé parce qu'une de nos camarades parlait de notre dignité piétinée par la Direction.

Il a affirmé que pour sa part il n'était pas méprisé, ni écrasé, ni humilié dans sa dignité.

Mais le fait même pour lui de se sentir obligé de faire une pareille déclaration en dit plus sur ce qu'il ressent que ses propres paroles.

Comme le disait l'un d'entre nous, «si la bête crie, c'est qu'elle est piquée».

Voilà un chef de service qui a perdu une occasion de se taire.

BNP GUADELOUPE : PRUD'HOM- MES : NOUS ETIONS AUSSI NOM- BREUX QUE LE 10 NOVEMBRE.

Le jeudi 2 février nous étions plus d'une centaine à nous rendre au Bureau de jugement du Tribunal des Prud'hommes.

Cette procédure fait suite au refus de la Direction de toute négociation lors de la Séance de conciliation du 10 novembre dernier, à propos du paiement des 2 jours prélevés indûment sur notre salaire.

La Direction quant à elle, brillait par son absence. Lors de la Conciliation le chef du Personnel avait fait le déplacement, cette fois il n'a pas mis le nez au Tribunal.

Malgré les éclats de voix, les tournures latines de l'avocat de la Direction et ses airs de Professeur, le vide de ses arguments n'a échappé à aucun d'entre nous.

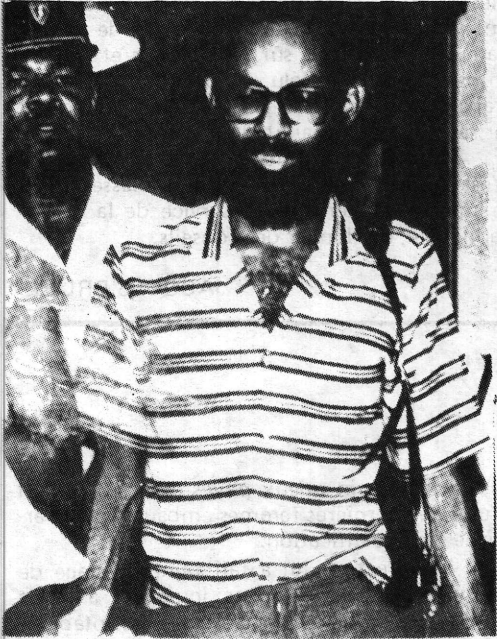
En attendant le verdict, nous avons à nouveaux prouvé notre détermination à nous faire payer nos deux jours

SUITE DE L'EDITORIAL

le sort que les patrons et l'administration coloniale nous font subir, sans réagir. Par contre, nous pouvons, par nos luttes, fournir une perspective à l'ensemble de la population et à la jeunesse, nous pouvons, par la lutte en finir avec la domination coloniale, le mépris, le racisme officiel du pouvoir blanc. Nous pourrions entamer une lutte qui aboutisse à ce que nous travailleurs nous occupions nous mêmes de nos propres affaires sans que d'autres, que ce soit ce pouvoir blanc de 7 000 kms que ce soit les nationalistes nous imposent une politique qui d'un côté comme de l'autre ne serait pas de toutes façons conforme à nos intérêts.

LETTRE DE MAX SAFRANO A FRANCE ANTILLES.

Nous publions ci-dessous, une lettre que Max Safrano vient d'envoyer à France-Antilles. Max Safrano est un militant du MPGI qui a été une fois de plus arrêté et emprisonné il y a deux mois.



Mr Max SAFRANO
Prisonnier politique
Maison d'arrêt de
Pointe-à-Pitre

Pointe-à-Pitre le 27.01.84

Monsieur le Directeur
du journal «France-Antilles»
8 rue Hincelin
97169 Pointe-à-Pitre Cedex

Monsieur le Directeur,

La lecture de vos différentes publications montre avec quelle indécence vous considérez les guadeloupéens dans votre campagne de dénigrement des indépendantistes de ce pays.

En ce qui me concerne plus particulièrement je constate qu'il y a une escalade dans l'insulte le mépris et le mensonge. C'est ainsi que je relève :

- dans le no 4138 du jeudi 1.12.83, en dernière page : «Pour Max Safrano, depuis environ un an et demi, la liberté est une chose extrêmement aléatoire. Si bien qu'il conserve peut être en permanence à son domicile une valise prête en cas de séjour en prison....»

- dans le no 4140 du samedi 3.12.83, dans un article signé François Bracy à la une, sous le titre : «Attentats-l'utopie de Safrano l'a reconduit en prison....»

Depuis le 30 novembre, Max Safrano est de nouveau inculpé et emprisonné. Sauf peut être lui-même, cela n'étonnera pas grand monde. Depuis le mois d'août 1982, Safrano est devenu un familier des maisons d'arrêt de la Guadeloupe.

«Interpellé mardi 28 novembre, puis gardé à vue et interrogé pendant une trentaine d'heures par les enquêteurs de la sixième section de police judiciaire, il a nié tout ce qui lui est reproché, suivant son habitude. A savoir d'avoir été l'un des concepteurs et des directeurs des attentats du 10 novembre dernier.»

- dans le no 4152 du samedi 17.12.83 à la une, sous le titre en manchette «Attentats : Les premiers poseurs de bombes» dans une galerie de portraits de 7 guadeloupéens où je figure, je suis présenté comme «Secrétaire général du MPGI et accusé d'être l'un des principaux leaders de l'ARC».

- dans le no 4183 du lundi 23.01.84, dans un article intitulé : «Terrorisme - Six inculpés de l'ARC devant le juge d'instruction» il est mentionné dans l'énumération des inculpés : «il s'agissait de Max Safrano, tête pensante de l'ARC...»

De telles errements appellent de ma part plusieurs interrogations et observations.

Puisque France-Antilles semble connaître les personnes dont les valises sont toujours prêtes pour un éventuel séjour en prison, qu'en est-il les inculpés réels et potentiels pour le détournement de deniers publics de la SODEG ?

D'après l'article de Mr François Bracy, mon arrestation est dans l'ordre normal des choses et par conséquent n'a pas étonné grand monde. Est-ce l'aveu que mon incarcération ne repose que sur mon opinion politique ? Dans ce cas, elle constitue une violation de la liberté de pensée et d'expression telle qu'elle est définie dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme !

Contrairement à l'argumentation farfelue du Mr Bracy, mon «utopie», qui est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, gêne aussi bien ceux qui nous gouvernent que les nantis qui pillent impunément les fonds publics de ce pays et s'enrichissent par l'exploitation des travailleurs. En réalité, mon «utopie» qui est également celle de milliers de guadeloupéens honnêtes et sincères gagne de plus en plus de larges couches de la population. Ce qui est pour vous UTOPIE aujourd'hui sera réalité demain...

En outre, Mr Bracy rapporte : «il a nié tout ce qui lui est reproché, suivant son habitude... Les policiers parisiens ne portant pas d'accusations à la légère... il a donc été établi que Safrano mentait». Votre journaliste ne faisant pas partie de mes relations, je suis surpris de l'iniquité et du cynisme dont il fait preuve quand il prétend que j'ai l'habitude de mentir. Mais a-t-il toujours cette confiance aveugle envers les policiers parisiens après l'enlèvement et le tabassage à la caserne des CRS du Morne Vergain, du jeune du Gosier qui faisait son footing dans la région de Dampierres, il y a quelques jours ? Je n'ai pas vu le commentaire de votre journal sur cette affaire.

Dans le cadre de l'information qui est ouverte contre moi, et d'autres indépendantistes guadeloupéens, faut-il vous rappeler que le prévenu est présumé innocent ? Or dans la chronologie de vos articles, j'ai d'abord été accusé d'être «l'un des concepteurs et des directeurs des attentats du 14.11.83», puis «l'un des principaux leaders de l'ARC» et maintenant «tête pensante de l'ARC». Cette escalade d'affirmations fallacieuses et perfides traduit-elle l'impuissance de la police française à déprêtrer le dossier, ARC, ou bien s'agit-il d'un montage aussi spectaculaire que celui qui a entouré l'arrestation des soi-disant terroristes irlandais à Vincennes, en France, en 1982

Au moment où le directeur adjoint du journal français «Paris Match» est inculpé et incarcéré pour la publication de photos issues du dossier du japonais anthropophage, pourrez-vous me dire la provenance de ma photo d'identité que vous avez publiée. De plus ne m'étant jamais servi pour l'obtention d'une pièce d'identité, d'où provient-elle ?

S'il me faut apporter preuve que vous menez une campagne de désinformation, c'est

facile. Il suffit d'examiner les parutions des 17 et 19 décembre 1983.

Dans le journal du 17, il y a deux erreurs. L'une concernant le titre de la une : «Les premiers poseurs de bombes» et l'autre la publicité de la Société Générale de Banque aux Antilles (SGBA) : «Prêt immobilier 10 % en page intérieure.

La rectification de ces erreurs dans le journal du lundi 19, de par leur disproportion compte tenu de leur format initial, interpelle par leur désinvolture. Si un client de la SGBA pouvait se rendre compte qu'ils s'agissaient du «Plan épargne logement 10 %» et non «prêt immobilier 10 %» par contre les caractères typographiques employés pour rétablir qu'il fallait lire «les présumés poseurs de bombes» et non : «les premiers poseurs de bombes» sont tellement minuscules qu'il est évident qu'il ne s'agissait pas d'une erreur mais bien d'une volonté délibérée.

Cette pratique qui consiste à présenter des suppositions comme des évidences s'appelle tout simplement de l'INTOXICATION. Aussi conformément aux dispositions des lois qui régissent les publications, revues et journaux, je vous demande de publier cette mise à point qui répond davantage à un sentiment d'équité qu'à un souci de légalité.

Pour conclure, je soumets à l'appréciation des guadeloupéens cet extrait du livre «La rue est mon église» de Guy Gilbert, prêtre français :

«La violence partout :

Elle s'étale partout. Elle semble tout envahir : la rue - les routes - les villes et jusqu'au moindre village - La presse écrite et parlée nous inflige chaque jour son lot de peur, de terreur et de mort.

De plus en plus, je me demande si la violence actuelle n'est pas exploitée par nos gouvernants, pour l'utiliser contre chacun de nous...

L'utilisation de la peur est évidente, c'est le meilleur moyen pour un état de construire une société répressive, qu'il baptise Démocratie. Une démocratie bâtie sur la peur n'a de démocratie que le nom».

Et pourtant, l'Histoire des français, qui s'élève contre la violence étatique, n'a même pas connu les cales des bateaux négriers. Les fers de l'esclavage ou le Code Noir de Colbert...

SAFRANO

SAINT MARTIN : DEFENSE DE «L'ORDRE OU GACHETTE FACILE» ?

Un jeune de 21 ans, Brokson Elie, a été tué par des gendarmes de Saint-Martin vendredi 3 février. Le corps de gendarmerie présente l'affaire en expliquant que ce jeune était très dangereux pour la population et que c'est dans une situation de légitime défense que les gendarmes qui étaient à sa poursuite ont dû faire usage de leurs armes.

BROKSON Elie depuis quelque temps présentait des signes de démolition et n'était pas maître de toutes ses facultés. La famille inquiète, s'était adressée à la gendarmerie parce qu'il avait disparu de son domicile le vendredi. Les gendarmes finirent par retrouver ses traces dans le quartier Morne Valois où une véritable chasse à l'homme commença. Brokson Elie, pour se défendre se saisit d'un hachoir et menaçait les gendarmes. Ceux-ci finirent par le maîtriser après l'avoir atteint par balles. Le samedi matin Brokson devait décéder à l'hôpital.

A en croire, les services de gendarmerie de Saint-Martin, ce jeune était d'une telle violence

que l'usage des armes était nécessaire pour le maîtriser.

Il semble pourtant, que tel n'est pas l'avis des parents de ce jeune ainsi qu'une bonne partie de la population de Saint-Martin. Pour eux il s'agit d'un assassinat parce qu'il n'était

pas nécessaire de tuer pour capturer un jeune qui n'avait pas toutes ses facultés. Dès le samedi matin quelques personnes s'étaient rassemblées devant l'hôpital pour exiger des comptes et connaître les véritables causes du décès de Brokson. Après la remise du corps, les parents de la victime purent constater que celui-ci avait reçu plusieurs balles.

Ils sont d'autant plus mécontents que les pouvoirs publics refusent de leur donner les résultats de l'autopsie. En guise de protestation, quelques photos de la victime blessée furent collées sur les murs.

Pour beaucoup de personnes qui connaissent ce jeune, il n'était pas si dangereux que l'on a voulu le faire croire. Brokson Elie tra-

vailait dans un hôtel de Saint-Martin. Il avait à sa charge ses jeunes frères et sœurs. Récemment il avait eu des problèmes dans son travail. Alors qu'il avait un poste à la cuisine on lui avait donné une place de jardinier ce qui ne lui a pas plu. Le faible salaire qu'il gagnait, le mépris patronal : tout cela ne rendait pas la vie très gaie à ce jeune. Gagné par la démoralisation et la révolte, et s'était mis à fumer de la drogue. Plusieurs de ses amis et des voisins disent que personne jusqu'ici ne s'était plaint de violence de sa part.

Bien souvent quand il ne travaillait pas il jouait de la guitare sur une plage pour oublier ses ennuis. La veille des incidents qui allaient entraîner sa mort, ses frères et sœurs s'étaient inquiétés parce qu'il divaguait avec pessimisme.

Lorsqu'ils constatèrent sa disparation le vendredi ils s'adressèrent à la gendarmerie.

Le tableau officiel est tout autre: Brokson Elie était un homme dangereux. Mais

pour les parents de ce jeune et pour une bonne partie de la population de Saint-Martin la violence ce sont les gendarmes qui l'ont cherchée parce que à la vue de ceux-ci, Elie a tenté de se défendre en se saisissant d'une hachette. Il s'est senti traqué et pressentait que ces hommes armés allaient l'abattre. Il ne s'est pas trompé, parce que c'est ce qui est arrivé effectivement. Même lorsqu'il s'est écroulé, selon ceux qui ont assisté à la scène, alors qu'il était sans défense et blessé mortellement, les gendarmes n'ont pas hésité à le mettre ventre à terre menottes aux poings.

C'est cette violence, ce mépris qui prouvent à la population de Saint-Martin que Brockson a été lâchement assassiné.

COMMUNIQUE :

ASSOCIATION GUADELOUPEENNE DE JURISTES

Le 11 Novembre 1983, l'Association Guadeloupéenne des Juristes s'est constituée et a décidé de s'affilier à l'Association Américaine des Juristes.

Elle a pour but : la défense et la promotion des droits humains et la réalisation de meilleures et plus effectives garanties pour leur protection.

La condamnation et la dénonciation de législations répressives.

La mobilisation de Juristes Guadeloupéens et des Pays Américains pour développer des actions communes afin de garantir l'application des sciences juridiques dans le processus de changements socio-économique dans leurs pays respectifs.

Plus généralement cette Association fait siens les idéaux de progrès social économique et politique et s'engage à défendre ceux-ci notamment au moyen de la science juridique

Le Président,
FELIX COTELLON
22, rue François Arago
97110 POINTE-A-PITRE

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

Poste Restante Paris 113

Place de l'Hôtel de Ville

75004 PARIS

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728